

# LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 350 - 10 JANVIER 1985 - Prix 1 F 50

## Remise des Cartes 85 se décider à faire plus

L'expérience se fait actuellement que changer le cours des choses, en France, suppose le développement d'un mouvement populaire d'une très grande ampleur, répudiant l'idée de fatalité de la crise. Mais, pour que les gens se mettent en mouvement, il faut qu'ils en éprouvent le besoin, qu'ils aient des objectifs à atteindre, que s'ouvrent des perspectives. Or, ce besoin ne naît jamais spontanément. Et, par ailleurs, on ne peut pas compter sur les médias pour ouvrir ces perspectives.

Cette mise en mouvement des gens, pour changer la société, repose pour une part décisive sur l'action des communistes, sur celle de leur parti, parti révolutionnaire, parti d'avant-garde. Sans ses explications, sans ses propositions, sans les perspectives qu'il ouvre à leur lutte, les gens peuvent difficilement échapper à l'influence dominante des idées propagées par les forces réactionnaires, c'est-à-dire faire autre chose que se résigner.

Toute la question, alors, est que l'activité du parti révolutionnaire se hausse à la dimension suffisante pour permettre l'éclosion, puis le développement du mouvement populaire sans lequel rien ne peut changer dans notre pays.

La stratégie proposée du 25<sup>e</sup> Congrès pose avec une ampleur, une qualité nouvelle, la question de la force et des capacités d'initiative du Parti communiste français.

Les exigences essentielles sur lesquelles nous avons insisté lors de la réunion du Comité central qui s'est tenue à Saclay, en mai 1982, demeurent par conséquent, plus que jamais, celles du moment présent : « Un parti de masse, des communistes présents sur tous les terrains. Un parti plus puissamment ancré dans les entreprises. Une vie politique intense des organisations du Parti ».

Dans la situation politique d'aujourd'hui, ces exigences deviennent réellement impératives si nous voulons barrer la route à une alternance à l'anglaise ou à l'américaine. La voie démocratique au socialisme à la française, qui seul peut sortir le pays de l'ornière, suppose la présence et l'action du Parti communiste dans les entreprises, au niveau requis par l'intensité de la lutte de classe actuelle (à commencer par la création d'une cellule dans chaque entreprise, dans chaque grand at-

**Jean-Yves COUPEL**

Secrétaire à l'ORGANISATION

lier ou service, où il n'y en a pas encore).

Cela signifie aussi qu'il est indispensable que chaque communiste qui a une responsabilité, à quelque niveau que ce soit, dans le Parti, que chaque élu communiste ait parmi ses soucis permanents et prioritaires la vie et l'activité de la cellule à laquelle il appartient pour aider à construire sur le terrain le rassemblement populaire contre la crise.

Cela veut dire, enfin, que toutes les cellules, tous les membres du Parti, au cours de leurs contacts, de leurs discussions, avec ceux qui les entourent, pour diffuser nos idées, notre presse, pour dialoguer ou pour organiser avec eux telle ou telle initiative, telle ou telle action, doivent avoir en permanence le réflexe, si l'on peut dire, de proposer à chacun d'adhérer au Parti, de venir y prendre sa place.

Voilà ce qu'exige la situation politique actuelle, voilà ce qu'exige l'un ou l'autre de ceux qui, à quelque catégorie sociale qu'ils appartiennent, ont la volonté d'en finir avec la situation actuelle pour construire une société plus juste, plus libre, plus humaine. Voilà ce qu'il est nécessaire de mettre en pratique, si l'on veut que le Parti communiste ait une capacité encore plus grande de hausser le niveau de son activité.

Et que les difficultés de la situation ne servent surtout pas de prétexte à reporter à plus tard la mise en œuvre des efforts pour renforcer l'organisation du P.C.F. : c'est justement parce que la période est rude, qu'il faut que le parti d'avant-garde devienne beaucoup plus puissant.

La tenue des assemblées populaires de cellules pour le renforcement du Parti dès le mois de janvier, les répercussions du 25<sup>e</sup> Congrès et de ses décisions, la campagne des élections cantonales, autant de circonstances immédiates qui vont donner aux communistes en ce début 1985, la volonté de faire plus.

## CREUSOT-LOIRE : les travailleurs poursuivent la lutte



La délégation se dirige vers la direction pour rencontrer le responsable de GEA

Il fait très froid ce mardi matin à 7 h. 30 à l'entrée Nord des Batignolles, trois cents travailleurs sont réunis à l'appel de la CGT. Les salariés repris par G.E.A., vont entrer dans l'usine à l'issue du meeting, pour l'instant ils battent la semelle en écoutant Gaston AUFFRAY, le secrétaire du syndicat, lui-même licencié, expliquer la position et les propositions de la CGT.

Pendant que les non licenciés prennent la direction des ateliers, les travailleurs non repris vont en délégation exiger leur embauche.

L'entreprise aura des besoins qu'il faut satisfaire si l'on veut honorer la demande, sinon la clientèle se détournera, explique la CGT.

Elle propose à la direction de Creusot-Loire et au représentant de G.E.A. de réintégrer tous les salariés suivant un calendrier de reprise des activités. Il vaut mieux payer des emplois que financer des stages qui déboucheront sur quoi... ?

Le représentant de G.E.A. qui a reçu la délégation s'engage à examiner les propositions du syndicat et assure qu'une réponse sera donnée d'ici à huit jours.

La CGT doit rencontrer l'Inspection du Travail et la direction départementale du Travail dans la semaine. Elle appelle à une action interprofessionnelle le matin du mardi 15 janvier, lendemain de la reprise par Rockwell du secteur imprimerie.

(VOIR PAGE 3)

P. 3 : une déclaration du Bureau fédéral du PCF

P. 3 : Creusot-Loire

P. 5 : Souscription pour la presse communiste

P. 5 : Loi sur la presse

P. 6 : Maraichage, des propositions

P. 6 : L'AAPEN refait parler d'elle

P. 7 : Frigécrème, avec les travailleurs en lutte

P. 7 : Une région avec et pour ses habitants, une conférence de presse du Comité régional du P.C.F.

P. 8 : TECHNIP

## ASSEMBLÉE DES VÉTÉRANS

**Mercredi 30 Janvier**

Les vétérans du Parti se réuniront le **MERCREDI 30 JANVIER** à la Fédération.

Tous les camarades ayant 40 années d'appartenance sans interruption au Parti sont invités à s'inscrire.

Les années de membre de la Jeunesse Communiste comptent.

La carte de l'amicale des Vétérans sera remise lors de ce traditionnel banquet.

**FAITES-VOUS INSCRIRE AUPRES DE LA FÉDÉRATION**



# LES KORRIGANS

8, avenue de la République  
**ST-NAZAIRE**  
Tél. 22.44.79

**COTTON CLUB**  
(dolby-stéréo)

**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE**

**L'ANNEE DES MEDUSES**

**PAROLES ET MUSIQUE**

**LA 7<sup>e</sup> CIBLE**

## HORAIRES LES KORRIGANS

Salle 1 : j. v. l. m., 14 h 15, 20 h, 22 h 15; s. d., 14 h, 16 h 25, 20 h, 22 h 25.  
Salle 2 : j. v. l. m., 14 h 15 - 20 h 05 - 22 h 25; s. d., 14 h 05 - 16 h 25 - 20 h 05 - 22 h 25.  
Salle 3 : j. v. l. m., 14 h 15 - 20 h 15 - 22 h 30; s. d., 13 h 50 -

16 h 05 - 18 h 20 - 20 h 15 - 22 h 30.  
Salle 4 : j. v. l. m., 14 h 15 - 20 h 10 - 22 h 25; s. d., 13 h 45 - 16 h - 18 h 15 - 20 h 10 - 22 h 25.  
Salle 5 : j. v. l. m., 14 h 15 - 20 h 05 - 22 h 20; s. d., 13 h 50 - 16 h 05 - 18 h 20 - 20 h 15 - 22 h 30.

# UGC APOLLO

7 SALLES • 7 FILMS  
REPONDEUR : 20.15.31

**TRAIN D'ENFER**  
**PAROLES ET MUSIQUE**  
**GREMLINS**  
**ATTENTION LES DEGATS**  
**ROBIN DES BOIS**  
PLUS 3 FILMS  
**LA 7<sup>e</sup> CIBLE**  
**LES RIPOUX**

## Les films de la semaine

● **ANOTHER COUNTRY.** — Film de Marek Kaniévska (Prix de la meilleure contribution artistique l'année 84).

● **LE MATELOT 512.** — Un film de René Allio, avec Jacques Penot, Dominique Sanda, Bruno Crémier, Laure Duthilleul, Teheky Karyo, Paul Allio et la voix de Michel Piccoli.

● **COTTON CLUB.** — Film de Francis Ford Coppola. Harlem aux années 20 avec une pléiade de vedettes

● **PAROLES ET MUSIQUE.** — Film réalisé par Elle Chouraqui Avec : Catherine Deneuve, Christophe Lambert, Richard Anconina, Jacques Perrin.

● **LA SEPTIEME CIBLE.** — Film de Claude Pinoteau, avec Lino Ventura, Léa M. Lissari, Jean Poirot, Elisabeth Bourguin, Béatrice Agenin, Jean-Pierre Bacri, Roger Planchon

● **SAUVAGE ET BEAU.** — Film de Frédéric Rossif

● **ATTENTION LES DEGATS.** — Film réalisé par E.B. Clucher Avec : Bud Spencer et Terence Hill.

● **UN ETE D'ENFER.** — Film réalisé par Mickaël Schock avec Thierry Lhermitte, Véronique Jannot, Daniel Duval, Corynne Charbit

● **S.O.S. FANTOMES.** — Film de Ivan Reitman avec Bill Murray, Dan Aykroyd, Sigourney Weaver, Harold Ramis, Rick Moranis

● **GREMLINS.** — Film de Joe Dante, avec Zach Galligan, Phoebe Cates, Hoyt Axton, Polly Holliday

● **ROBIN DES BOIS.** — Film de Wolfgang Reitherman (Walt Disney)

● **L'ANNEE DES MEDUSES.** — Film de Christopher Frank. Avec Valérie Kaprisky, Bernard Giraudeau, Caroline Cellier, Jacques Perrin

● **LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES.** — Film de Gérard Oury avec Coluche, Maruschka Detmers, Luis Rego, Farid Chopel, Philippe Khorsand, Ged Marlon, Dominique Frot et la participation de Josiane Balasko

● **MARCHE A L'OMBRE.** — Film de Michel Blanc, avec Gérard Lanvin, Michel Blanc, Sophie Duez

● **AMADEUS.** — Un film de Milos Forman

## A l'affiche à Nantes

### APOLLO

- 14 h 10 - 16 h 10 - 20 h 10 - (film 25 mn plus tard) + s. 0 h 10 : **TRAIN D'ENFER.**
- 13 h 30 - 16 h 10 - 19 h 40 - 22 h (film 25 mn plus tard) + s. 0 h 20 : **PAROLES ET MUSIQUE.**
- 13 h 40 - 16 h 05 - 19 h 30 - 21 h 45 (film 25 mn plus tard) + s. 24 h : **GREMLINS.**
- 13 h 40 - 15 h 50 - 19 h 45 - 21 h 55 (film 25 mn plus tard) + s. 0 h 05 : **ATTENTION LES DEGATS.**
- 13 h 30 - 15 h 55 - 19 h 15 - 21 h 30 (film 45 mn plus tard) : **ROBIN DES BOIS (+ 3 films).**
- 13 h 30 - 15 h 50 - 19 h 40 - 22 h (film 25 mn plus tard) + s. 0 h 20 : **LA 7<sup>e</sup> CIBLE.**
- 13 h 30 - 15 h 50 - 19 h 30 - 21 h 50 (film 25 mn plus tard) + s. 0 h 10 : **LES RIPOUX.**

### COLISEE (14 h 16 h 20 h 22 h)

- 1 - **A NOUS LES GARÇONS.**
- 2 - **LE BEBE SCHTROUMPFF** (matinée sam. dim.); **LES RUES DE FEU.**
- 3 - **L'ETE PROCHAIN.**

### GAUMONT

- 13 h 45 - 16 h 30 - 19 h 25 - 22 h 10 : **COTTON CLUB.**
- 14 h 10 - 16 h 30 - 19 h 50 - 22 h 10 : **PAROLES MUSIQUE.**
- 14 h - 16 h - 20 h 10 - 22 h 10 + dim. 18 h : **ANOTHER COUNTRY.**
- 13 h 55 - 16 h - 20 h 05 - 22 h 10 + dim. 18 h : **MARCHE A L'OMBRE.**
- 14 h 10 - 16 h 30 - 19 h 50 - 22 h 10 : **LA 7<sup>e</sup> CIBLE.**
- 13 h 50 - 16 h - 20 h - 22 h 10 + dim. 18 h : **A VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES.**

### KATORZA (14 h 16 h 20 h 22 h)

- 1 - **GHOSTBUSTERS SOS FANTOMES**
- 2 - **A NOUS LES GARÇONS.**
- 3 - **STANGER THE PARADISE (V.O.).**
- 4 - **LE MATELOT 512**
- 5 - **SAUVAGE ET BEAU.**
- 6 - **UN ETE D'ENFER.**

### CINEMATOGRAFIE

- Mercredi, samedi, 14 h 30 et 16 h 30 : **LE RETOUR DE L'ETALON NOIR.**
  - Tous les jours 19 h 40 : **HIROSHIMA MON AMOUR**
  - Tous les jours 21 h + dim. 16 h 30 - 21 h : **INDIANA SONG.**
- OLYMPIA (14 h 16 h 20 h 22 h)**  
— **AMADEUS (V.F. dolby-stéréo)**

### OPERA DE NANTES

**LE TROUVÈRE**  
les 18, 20 et 22 janvier

L'Opéra de Nantes présente « Le Trouvère », opéra en 4 actes de Giuseppe Verdi, sur un livret de Salvatore Cammarano, en version originale italienne, pour trois représentations au Théâtre Graslin, les vendredi 18 janvier à 20 h 30, dimanche 20 janvier à 14 h 30, et mardi 22 janvier à 20 h 30.

Avec : Luisa Vannini, Leonora, qui fut à Nantes en 1983 une émouvante Tosca.

Julia Marpozan, Azucena, une artiste roumaine que le public du Théâtre Graslin a pu découvrir dans le rôle de Suzuki (Madame Butterfly) la saison passée.

Ernesto Veronelli, Manrico, a débuté en 1981 dans « Turandot » (Puccini) à Cologne, dans la mise en scène de Jean-Pierre Ponnelle. Depuis lors, il chante à l'Opéra de Paris, à Londres, Munich... et tiendra le rôle de Canio (Paillasse/Leoncavallo) en 1985 au Metropolitan Opera de New-York.

Vicente Sardinero, le Comte de Luna. Premier prix du Concours des Voix Verdiennes de Busseto (patrie de Verdi) en 1967, le jeune baryton espagnol débute à l'opéra par un contrat d'une saison à la Scala de Milan. Puis ce sont les grandes scènes lyriques internationales : Vienne, Londres, New-York... où Vicente Sardinero s'affirme comme l'un des meilleurs interprètes du répertoire italien mais aussi français (Faust, Les Pêcheurs de perles, Werther...).

Willard White, Ferrando, qui fut à Nantes Selim du « Turc en Italie » (Rossini), et Sonia Rameaux, André Taris, Alain Sautejeau, Alfred Bérard...

Direction musicale Marc Soustrot. Orchestre Philharmonique des Pays de Loire. Chœurs de l'Opéra de Nantes et du Théâtre musical d'Angers préparés par Denis Dupays et Abdon Vandembroucke. Mise en scène Giampaolo Zennaro. Les décors de Jean Gassian et les costumes d'Henry Delannoy sont réalisés dans les Ateliers de l'Opéra de Nantes.

● Locations aux guichets du Théâtre Graslin à partir du 15 janvier, de 10 h 30 à 13 h et de 14 h à 16 h 30.

● Par téléphone à partir du 16 janvier. Tél. (40) 89-36-78.



place du commerce  
**48.29.95**

**COTTON CLUB**  
(dolby-stéréo)

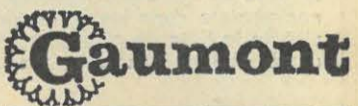
**PAROLES ET MUSIQUE**

**ANOTHER COUNTRY**

**MARCHE A L'OMBRE**

**LA 7<sup>e</sup> CIBLE**

**LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES**



**CANNES 84**  
PRIX DE LA MEILLEURE CONTRIBUTION ARTISTIQUE

**ANOTHER COUNTRY**

*Histoire d'une Trahison*



UN FILM DE MAREK KANIEVSKA  
GERICK et GAUMONT

Directeur de la publication : Maurice ROCHER  
41, rue des Olivettes - NANTES  
Imprimerie Commerciale  
32, boulevard Laënnec - RENNES  
C.P.P.P n° 52 987

## PAS DE CONFUSION !

Jean-Louis LE CORRE

s'adresse au Président de la CCI de St-Nazaire

Monsieur le Président,

La presse vient de relater les travaux de l'Assemblée générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie que vous présidez.

Selon le compte rendu qui en a été fait, plusieurs intervenants, dont vous-même semble-t-il, ont rendu les travailleurs et les élus de gauche responsables de la dégradation économique de St-Nazaire et de sa région.

**L'Amicale Laïque des Dervallières fête ses 25 ans. Elle organise à cette occasion une série de manifestations dont notamment un salon sur le thème L'ENFANT ET LE LIVRE, au foyer de l'Amicale, rue E. Meissonnier, du 12 au 22 janvier 1985.**

Au nom des maires communistes de la région nazairienne, je tiens à faire quelques remarques.

Tout d'abord, ce ne sont pas les travailleurs qui décident du démantèlement de pans entiers de nos industries (sidérurgie, charbon, automobile, navale, etc.), c'est le grand patronat et le gouvernement. Si les travailleurs peuvent être rendus responsables de quelque chose, c'est d'avoir réussi à maintenir, par leur lutte, des activités que certains avaient condamnées (il en est ainsi de la construction navale).

Quant aux élus de gauche, pas de confusion : les élus communistes que nous sommes ont fait déjà des propositions concrètes sur lesquelles nous sommes prêts à débattre.

Contrairement à d'autres, nos propositions ne s'inscrivent pas dans une perspective de déclin économique.

A l'opposé de beaucoup, nous pensons qu'il est possible de développer le potentiel existant car des besoins se manifestent en France et dans le monde (navale et activités portuaires,

diesel, aéronautique, ingénierie, chimie, mécanique). Nous pouvons asseoir un tissu industriel solide, diversifié. La construction de la Centrale nucléaire du Carnet viendrait conforter le bassin industriel et apporterait un rôle décisif à son développement.

De nouveaux critères de gestion favorisant l'investissement productif, la formation et l'emploi sont à rechercher afin de donner à l'entreprise une plus grande efficacité économique.

Ce ne sont là que quelques idées qui méritent d'être débattues, d'être confrontées avec d'autres. Notre seul souci est d'arrêter l'hémorragie industrielle, sociale, humaine et d'offrir à nos populations et à notre jeunesse un autre choix que celui du chômage et de la misère.

Nous sommes donc à votre disposition, prêts à vous rencontrer y compris à débattre avec vous de ces thèmes cruciaux, dans le seul but de faire progresser des solutions conformes aux réalités concrètes et aux intérêts de notre région.



# CREUSOT-LOIRE : La lutte se poursuit

Une déclaration de la Section de Nantes du PCF

La section du PCF de Nantes apprend à l'instant même que les travailleurs de Creusot-Loire viennent de recevoir leur lettre de licenciement.

Nous ne pouvons laisser faire cette mauvaise opération contre les travailleurs, contre la ville de Nantes.

D'autres choix pouvaient s'effectuer dans l'intérêt de tous. Hélas ! nous assistons à une série de mauvais compromis et qui aboutissent à de mauvaises solutions.

En effet, l'affaire Creusot-Loire devient un véritable scandale politico-financier.

Le CNPF, le gouvernement ont repoussé la seule solution viable « le maintien de la cohérence du premier groupe financier de la mécanique lourde ».

A Nantes, toutes les solutions françaises ont été balayées, ainsi les groupes américains « Rockwell », et allemand ont touché de larges subventions pour licencier en définitif des ouvriers français.

Le gouvernement porte donc de graves responsabilités économiques et financières, mais aussi la responsabilité d'une

grave atteinte aux droits de l'homme.

Aussi à Nantes, probablement pour faciliter les opérations de casse, le Ministre du Travail vient d'autoriser le licenciement des responsables de la C.G.T. qui avait été refusé en partie par l'Inspection du Travail par souci d'équité.

Dans toutes les usines de Creusot-Loire, les licenciements visent en premier lieu et pratiquement intégralement les militants de la C.G.T. et du parti communiste.

Interrogée sur cette affaire, l'Inspection du Travail a répondu « les ordres viennent d'en haut ».

Pour contrecarrer ces mauvais coups, la section de Nantes du PCF appelle les Nantaises et Nantais à combattre les actions de casse de leur industrie locale, mais également à refuser cette véritable « chasse aux sorcières » pour que les droits de l'homme les plus élémentaires soient respectés.

La Section de Nantes  
du P.C.F.  
Le 4 janvier 1985.

## LA C.G.T. DÉCAPITÉE TITRE OUEST-FRANCE

« Le ministre cède aux repreneurs : la C.G.T. décapitée » titre « Ouest-France » qui écrit :

« Michel Delebarre a finalement cédé aux pressions des repreneurs... qui demandaient la tête des syndicats et plus particulièrement celle de la C.G.T. » Le journal poursuit : « Cette organisation qui avait sauvé la sienne en novembre grâce à une décision de l'inspecteur du Travail de Nantes est aujourd'hui bel et bien décapitée, avec l'accord du ministre du Travail ».

Le journal relève que ce sont « les personnalités les plus en vue » de l'organisation syndicale qui sont les premières sur la liste des 80 licenciés de l'usine... En revanche, poursuit « Ouest-France », les trois représentants principaux de la C.G.T. ne sont pas licenciés.

## LA C.F.D.T. EST SATISFAITE !

L'entreprise est cassée, des centaines de salariés perdent leur emploi, mais la C.F.D.T. est satisfaite, il n'y a pas de licenciements secs ! La satisfaction de la C.F.D.T. est probablement due au fait que la C.G.T. est décapitée selon le terme de « Ouest-France ». Il est vrai que la C.F.D.T. ne compte, elle, pas de licenciés dans ses rangs, sec ou pas. La C.F.D.T. a ses hommes dans les cabinets ministériels, ceux-là mêmes qui ont refusé d'examiner les solutions françaises défendues par la C.G.T.

La C.F.D.T., elle, est admise par les nouveaux patrons américains et ouest-allemands qui ont exigé du gouvernement l'élimination de la C.G.T. et le ministre du Travail a cédé, comme l'écrit « Ouest-France ».

## UN COMMUNIQUE DE L'U.S.T.M.-C.G.T. DE LOIRE-ATLANTIQUE

Un fleuron de notre industrie nationale, dont le nom, l'activité, sont intimement liés à des réussites telles Airbus, Ariane, T.G.V., ou autres, vient d'être condamné à mort.

Les « Ponce-Pilate » de 1985 viennent à peine de s'essuyer les mains que les têtes commencent à tomber.

Des centaines de salariés, du chaudronnier nantais au cadre du Creusot, sont licenciés.

Qu'ils soient ouvriers, cadres ou syndicalistes de la C.G.T. de Nantes ou du Creusot, tous ceux qui ont depuis des mois proposé, lutté, agi, démontré qu'il y avait une autre voie que celle de la mort se voient sanctionnés par le gouvernement.

Des interdits professionnels se mettent en place autour de ce dossier, pour des hommes, des femmes qui n'ont eu d'autre ambition que celui de continuer de vivre et travailler au pays pour l'industrie nationale.

Les responsables tels Empain Schneider, Pineau Valenciennes, émules du C.N.P.F. sont aujourd'hui tranquilles à l'ombre des excuses et des paravents de ceux qui de tous poils ont désigné des travailleurs aux bourreaux.

Pour toutes celles et ceux qui ont cru en l'avenir en 1981 c'est un rude coup que rien ne justifie.

C'est d'autant plus regrettable que dans cette période où les salariés avec la C.G.T. viennent de repousser sans appel les prétentions du C.N.P.F., il se trouve des hommes, élus sur d'autres bases, pour décider à la place et contre le mon-

de du travail.

Il en est de ce dossier de Creusot Loire comme de la S.F.C.M.M., de Wobæ, de la S.N.I.A.S. ou de la navale.

Pour l'U.S.T.M.-C.G.T. de Loire-Atlantique ces attaques violentes contre les travailleurs, leurs élus, et ceux qui pour un moment décident de marcher et agir ensemble ne sont vouées qu'à l'échec. Echec économique, échec politique, et pire encore, échec en la confiance.

Cette décision, expliquée par certains comme logique, soutenue par d'autres comme inéluctable, est d'autant incompréhensible pour les salariés que c'est un encouragement de plus pour les patrons.

Les travailleurs, les métallurgistes de ce département n'en sont pas à leur première épreuve, à leur première tromperie, à leur première trahison.

Chaque fois, quel que soit l'adversaire ils ont su avec courage et esprit de responsabilité faire valoir leur bon droit, faire entendre leur voix.

Tout dépend de notre intervention, de notre poids, pour agir dans ce sens.

Un travailleur, qu'il soit de Creusot Loire, de la S.F.C.M.M. de la S.N.I.A.S., de Dubigeon Normandie, ou de l'Alsthom-Atlantique, qu'il soit syndiqué ou pas, de l'église ou non, d'un parti politique ou pas, a le droit à la parole, a le droit de travailler dans la dignité.

C'est un droit fondamental dans ce pays, conquis par la lutte, que par la lutte nous ferons appliquer à Creusot Loire.

# SOLDÉS

## CORNEILLE

46 av. de la République - SAINT-NAZAIRE

D  
A  
M  
E  
S



DES MILLIERS DE VÊTEMENTS DAMES VENDUS A DES

PRIX SACRIFIÉS - TOUT DOIT DISPARAITRE

## DECLARATION DU BUREAU FEDERAL à propos des attaques contre notre Fédération et les dirigeants du Parti

Depuis des mois, la crise de la société française connaît une nouvelle et brutale aggravation avec toutes ses conséquences sur l'emploi et la vie des gens.

Nombre de ceux qui ont élu Mitterrand en 1981 éprouvent une déception d'autant plus grande qu'ils constatent que l'accentuation de la politique de rigueur, tournant le dos aux engagements pris, pèse lourd sur leur vie quotidienne.

En juillet 84, le refus du gouvernement de revenir aux engagements pris et au contraire la volonté d'accentuer la politique de rigueur a conduit le P.C.F. à ne plus participer au gouvernement.

Cette décision des communistes a été largement comprise même si les médias s'efforcent d'en limiter la portée en continuant à parler de gouvernement « de la gauche ».

Les offensives de la droite et du patronat contre les travailleurs et le pays, encouragées par les décisions du gouvernement socialiste, suscitent un vif mécontentement qui se traduit par des luttes plus nombreuses.

Pour enrayer les luttes, les différentes forces politiques tentent de faire admettre la fatalité de la crise.

La seule note discordante c'est le P.C.F. qui montre que la crise a des causes et donc des solutions, qu'il est possible de faire autrement à condition que les gens tiennent leurs affaires en mains pour imposer des solutions immédiates et travailler ensemble à construire le socialisme en France, véritable issue à la crise.

Les fauteurs de désespoir, inquiets de l'écho que commence à rencontrer cette démarche du

(SUITE PAGE 8)

# BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

s'honore de la confiance de nombreux Comités d'Entreprises et est à votre service dans les domaines suivants :

|   |   |
|---|---|
| <p><b>DÉPARTEMENT CONSTRUCTION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction industrialisée pour gymnases, salles polyvalentes</li> <li>• Terrains de football et tennis</li> <li>• Coordination et assistance pour projets de villages vacances, centre de loisirs...</li> </ul> | <p><b>DÉPARTEMENT MATÉRIEL DE BUREAU</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Machines à écrire et à calculer</li> <li>• Caisses enregistreuses</li> <li>• Photocopieurs</li> </ul>                                 |
| <p><b>DÉPARTEMENT CUISINE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Équipement et matériel pour cuisines et buanderies</li> </ul>  | <p><b>DÉPARTEMENT AUDIOVISUEL</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sonorisation - Vidéo - Labo photo</li> <li>• Photo - Cinéma</li> </ul>   |
| <p><b>DÉPARTEMENT MOBILIER</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobilier de bureau</li> <li>• Bibliothèque</li> <li>• Salles de réunions</li> <li>• Mobilier pour restaurants</li> <li>• Équipement de villages vacances</li> </ul>   | <p><b>DÉPARTEMENT JOUETS - CADEAUX</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Jouets et cadeaux pour fête des mères</li> <li>• Objets personnalisés</li> <li>• Arbres de Noël</li> </ul>                              |
| <p><b>DÉPARTEMENT IMPRESSION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Papier offset et duplicateur</li> <li>• Matériel d'impression et de façonnage</li> </ul>  | <p><b>DÉPARTEMENT SPORTS - CAMPING</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vêtements et articles de sports</li> <li>• Vêtements de travail</li> <li>• Matériel de camping</li> <li>• Équipement sportif</li> </ul> |

**BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT**

50, rue Louis-Braille - 56100 LORIENT - Tél. (97) 21.65.71



En Janvier

# SOLDÉS -50%

\* sur étiquette spéciale

meubles

# ALBERT

45. RUE A. DE MUN SAINT NAZAIRE

## du meuble pour tous au meilleur prix

### SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE COMMUNISTE

7<sup>e</sup> LISTE ARRETEE AU 7 JANVIER 1985

Report de la 6<sup>e</sup> liste arrêtée au 17 décembre 1984 27 034,00 F

|  |            |
|--|------------|
| <b>NANTES</b>                            |            |
| Cellule Adam Duguy - CDH .....           | 400,00 F   |
| Cellule Rossi .....                      | 427,10 F   |
| Cellule Rossi : Pierre David .....       | 15,00 F    |
| Cellule Rossi : Marc Aubert .....        | 35,00 F    |
| Cellule Rossi : Pierre Riou .....        | 200,00 F   |
| Cellule Le Paih : CDH .....              | 500,00 F   |
| Cellule Le Paih .....                    | 500,00 F   |
| Cellule Le Paih : M. et H. Goic .....    | 200,00 F   |
| Jean Boré .....                          | 50,00 F    |
| André Daniélo .....                      | 50,00 F    |
| Bernard Doumax .....                     | 50,00 F    |
| Jean-Pierre Guillou .....                | 50,00 F    |
| Cellule Maurice Thorez : Port Boyer ..   | 350,00 F   |
| <b>VAL DE LOIRE</b>                      |            |
| M. et Mme François Gauthier (Ancenis)    | 50,00 F    |
| Marie-Louise Goubet (Varades) .....      | 200,00 F   |
| <b>LA BAULE</b>                          |            |
| Section de La Baule .....                | 1 000,00 F |
| Cellule J. de Neyman .....               | 200,00 F   |
| Cellule de Pornichet : Anonyme .....     | 50,00 F    |
| Cellule de Pornichet : C. Lionnard ..... | 30,00 F    |
| Cellule Mougnot de Pornichet .....       | 300,00 F   |
| Cell. Marcel Paul de La Turballe : CDH   | 400,00 F   |
| Cellule Marcel Paul (Piriac) La Turballe | 1 000,00 F |
| <b>SAINT-NAZAIRE</b>                     |            |
| Cellule des Marins .....                 | 500,00 F   |
| Lucien Troubat .....                     | 100,00 F   |
| <b>ORVAULT</b>                           |            |
| Cellules E. Triolet et Printemps 71 .... | 260,00 F   |
| <b>CARQUEFOU</b>                         |            |
| Cellule Vaillant-Couturier .....         | 300,00 F   |
| <b>BASSE-LOIRE</b>                       |            |
| Cellule Cachin : Mme Vincent .....       | 50,00 F    |
| Cellule Cachin : Evelyne Loyer .....     | 20,00 F    |
| Cellule Cachin : René Pouchaux .....     | 30,00 F    |
| Cellule Cachin : Jérémie Huguet .....    | 100,00 F   |
| <b>SAINT-HERBLAIN</b>                    |            |
| Daniel Praud .....                       | 100,00 F   |

TOTAL : 7 517,10 F 7 517,10 F

A reporter : 34 551,10 F

**POUR NOTRE PRESSE, UN DERNIER EFFORT  
VERSEZ VOS DONS AU C.C.P. Gilles Bontemps  
N° 4400-47 W Nantes**

### LOI SUR LA PRESSE

#### UNE DECLARATION DU CONGRES REGIONAL DES TRAVAILLEURS DU LIVRE C.G.T.

Après des mois de débats parlementaires, la loi sur la presse qui a été promulguée est pratiquement une loi pour rien puisque les dispositions prises ne pourront d'aucune façon assurer « la transparence et le pluralisme de la presse ».

1°) Les concentrations de

presse actuellement existantes, y compris le groupe Hersant qui triomphe, resteront en l'état sans parler des empires de presse régionaux totalement épargnés et d'aucune façon concernés par la loi. Elles continueront donc de relever des ordonnances de 1944 inap-

pliquées, lesquelles devaient être remplacées par la nouvelle législation ! C'est d'autant plus scandaleux qu'en 1983 et 1984 les concentrations se sont poursuivies au niveau des plus grands groupes de presse.

2°) La commission de contrôle prévue par la loi n'ayant plus aucun pouvoir de sanction administrative, son utilité devient nulle. Elle devient une Commission alibi...

3°) Alors que les quotidiens d'opinion connaissent les plus grandes difficultés pour survivre, la loi ne prévoit rien pour modifier l'actuelle législation qui soutient la presse riche, la presse d'argent. A l'inverse, demeurent les discriminations scandaleuses à l'égard de la presse indépendante, de la presse d'opinion, parmi laquelle la presse syndicale.

4°) De plus, l'engagement pris par le Premier ministre d'accorder un délai minimum de 24 mois aux groupes de presse pour se mettre en conformité avec la loi conduit de ce fait à une loi sans véritable portée ni effets.

On est bien loin des intentions exprimées et des engagements pris pour un projet de loi « anti trust ».

Dans ces conditions, les délégués FFTL-CGT demandent aux Pouvoirs publics la mise en œuvre d'urgence des moyens économiques et financiers seuls capables de développer le pluralisme en sauvegardant ce qui reste de presse indépendante ; en tout premier lieu :

— La réforme complète de l'article 39 bis du Code général des Impôts.

— Une contribution de l'Etat fixée chaque année dans le cadre de la loi de finances ;

— La cessation des discriminations en matière de publicité à l'égard de la presse indépendante et de la presse d'opinion ;

— La prise en compte du caractère spécifique de la presse sociale et syndicale.

Le Gavre, le 14 décembre 84.

## LE 25<sup>e</sup> CONGRÈS

avec

### **l'Humanité**

### pour un débat fructueux complet démocratique

SECTIONS, CELLULES

Durant la préparation du 25<sup>e</sup> congrès gagnez des milliers de communistes à la lecture de « l'Humanité »

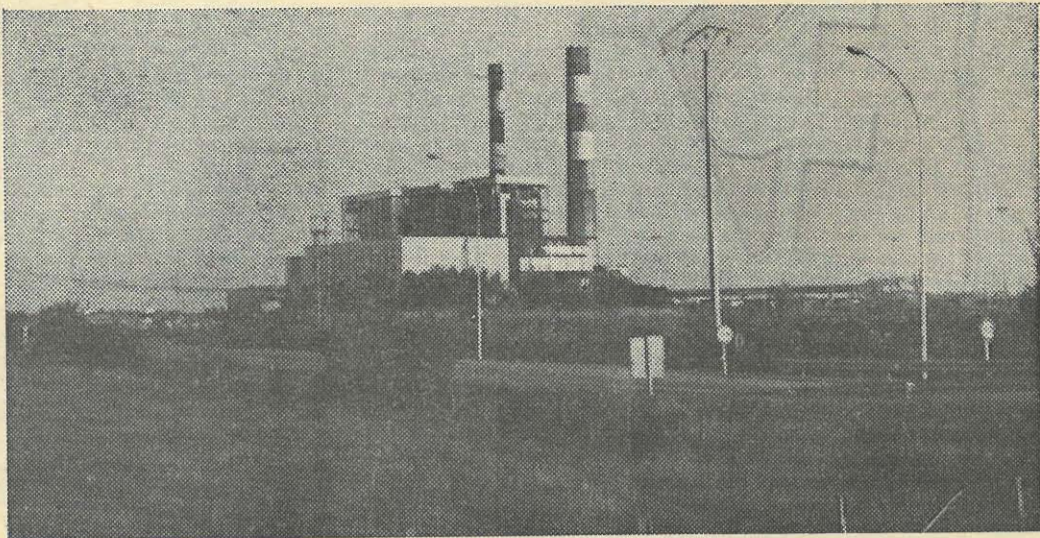
## ABONNEMENT 3 MOIS 50 F

IMP. ADP - THIELLES



## MARAICHAGE : UTILISER NOS RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

JEAN-LOUIS LE CORRE S'ADRESSE AU CONSEIL GÉNÉRAL



La presse locale du 10 août 1984 s'est fait l'écho d'une étude que le Conseil Général de Loire-Atlantique et la fédération des Maraîchers Nantais auraient entamée pour tenter de lancer un programme concerté de développement des serres maraîchères dans la région nantaise.

La S.E.L.A. (Société d'Équipement de Loire-Atlantique) a été chargée par le Conseil général de mener une étude sur les possibilités d'implantation de serres notamment en utilisant l'hypothétique centrale nucléaire.

Or, il apparaît que ce projet pourrait effectivement prendre appui sur les secteurs produisant de l'énergie bon marché

existants dans la région de St-Nazaire. En effet, nous avons à proximité de ce secteur, qui est fortement touché par la récession économique, des possibilités d'utilisation de réseaux de chaleur fournis d'une part par l'usine Elf France à Donges et d'autre part, par la centrale thermique de Cordemais. Ces deux équipements produisent des vapeurs d'eau portées à la température de 110° et qui ne sont pas utilisées.

Selon les informations que j'ai pu obtenir, dans l'aménagement d'un réseau de chaleur, la déperdition peut être estimée à 0,5° par kilomètre au niveau du transport.

Sachant que le département

dispose entre Cordemais et Donges d'une zone de 400 ha remblayée par des sables de Loire, dite zone de Lavau, il m'apparaît opportun de prendre en compte dans l'étude qui doit être menée, cette éventualité d'implantation des serres maraîchères.

Il n'y aurait aucun dommage à utiliser 10 % des surfaces remblayées, c'est-à-dire 40 ha, qui seraient ainsi réaffectées au secteur agro-alimentaire puisqu'elles étaient initialement réservées à l'agriculture. Ces terrains avaient été expropriés pour d'éventuelles implantations industrielles. Mais vous le savez comme moi, ces surfaces restent désespérément vides...

## NANTES : A l'AAPEN, nouvelles atteintes aux libertés !

L'Association pour l'Action Périscolaire dans les écoles publiques de la ville de Nantes fait décidément beaucoup parler d'elle ces temps-ci.

Lundi dernier, les personnels permanents de l'AAPEN occupent les bureaux de l'association. Ils protestent contre le licenciement de leur délégué syndical et contre le leur également.

Malgré les interventions de l'Inspection du Travail, la direction de l'AAPEN décide de maintenir le licenciement du délégué et remet aux trois derniers permanents issus des Francas un imprimé où ils doivent « charger » leur délégué. Ceux-ci refusent, ils reçoivent alors à leur tour leur lettre de licenciement.

Les élus de droite, et notamment les éléments les plus réactionnaires qui ont la responsabilité de l'enseignement, veulent se débarrasser des employés qu'ils n'avaient pas pu licencier lors de la création de l'AAPEN.

L'ADAMS créée sous la précédente municipalité, donnait satisfaction à tous, sauf à la droite, sous prétexte « Ça coûte trop cher ». Vous pensez, l'école publique ça coûte toujours trop ! où l'ADAMS ne garantit pas la neutralité politique qui doit régner à l'école. On a pu vérifier ce que cela signifiait avec l'affaire Dervallières-Chezine !

Il n'aura pas fallu plus d'un trimestre pour que les scandales s'accroissent avec l'AAPEN. On peut légitimement

se poser la question : la municipalité Chauty ne voudrait-elle pas tout simplement désorganiser ce service extra-scolaire, l'abandonner ?

Le directeur de l'AAPEN, il faut le noter, est un militant FO bien connu, ami du « Parti des travailleurs », il se fait l'exécuteur — zélé — des instructions des éléments les plus fascistes de la mairie. Nous retrouvons ici la collusion de FO avec la droite fascisante.

Celle-ci n'a sans doute pas apprécié que les employés de l'AAPEN, issus de l'ADAMS, ne couvrent pas l'action des « animateurs très spéciaux » envoyés à l'école Dervallières-Chezine.

Depuis la création de l'AAPEN, le manque de concertation, le refus d'entendre les permanents issus de l'ADAMS a été la constante de MM. Jozan, adjoint à l'enseignement, et Mouchet, président de l'AAPEN et également adjoint au maire, aujourd'hui ils veulent se débarrasser des animateurs de l'association qu'ils avaient dû réembaucher après la dissolution de l'ADAMS. Il est vrai qu'il leur faut des gens adhérant à leurs idées pour transformer l'AAPEN en une agence d'embrigadement comme l'expérience à Dervallières-Chezine le montre.

Les personnels ont reçu le soutien des élus communistes. Michel Moreau les a assurés de la vigilance des communistes nantais qui approuvent leur action pour leur réintégration immédiate, ainsi que pour l'amélioration de la vie, de la concertation, nécessaire au service.

## HISTOIRE DE LA FRANCE CONTEMPORAINE

DE 1789 A NOS JOURS

Par une équipe d'historiens - En 8 volumes

- UN OUTIL DE FORMATION, DE REFERENCE, D'ACCES A LA CONNAISSANCE HISTORIQUE.
- POUR MIEUX COMPRENDRE ET AGIR SUR LA SOCIÉTÉ ACTUELLE.

Une histoire contemporaine globale de la France, une œuvre de référence : tous les aspects de la civilisation française : histoire économique, sociale, politique, culturelle mais aussi celle des idées, des coutumes, des mentalités.

De toutes les collections du Livre Club Diderot l'« Histoire de la France Contemporaine » est certainement celle qui répond le mieux aux besoins de formation et de connaissance des membres du Parti dans ce domaine bien spécifique.

Le choix stratégique du 25<sup>e</sup> Congrès dépend bien sûr des décisions que prendront les conférences et le congrès lui-même.

Mais on peut raisonnablement penser que la voie d'un nouveau rassemblement populaire sur des objectifs anti-crise et pour changer la société actuelle est une donnée sur laquelle le parti va sans doute beaucoup réfléchir.

Cette démarche appelle à une étude la plus complète possible de l'évolution historique qui a produit la France de 1984.

L'étude et la réflexion sur cette histoire, sur notre propre histoire, est ouverte pour une longue période, c'est ce à quoi nous convie notre stratégie.

Notre pays est la résultante d'une longue et riche histoire aux traditions séculaires.

L'HISTOIRE DE LA FRANCE CONTEMPORAINE est sans doute l'instrument le plus complet pour étudier ces deux siècles de notre histoire. Elle représente pour le mouvement ouvrier et démocratique un immense patrimoine dont elle alimente la mémoire collective.

L'HISTOIRE DE LA FRANCE CONTEMPORAINE donne à l'histoire son véritable sens, tournant le dos au passé et directement branchée sur la réflexion et l'action, ouverte sur l'avenir.

Les camarades désirant une information complémentaire et connaître les modalités d'acquisition de l'Histoire de la France Contemporaine peuvent s'adresser au délégué pour notre Fédération : Joël CORPARD - 5, rue de Koufra - 44300 NANTES Tél. 49-54-27.





## NOUS VOULONS QUE LA RÉGION DE DEMAIN NE SOIT PAS L'AFFAIRE DES POLITICIENS ET DES TECHNOCRATES MAIS CELLE DE SES HABITANTS

Vendredi 4 janvier, le Comité Régional du P.C.F. donnait une conférence de presse pour, comme l'indiquait Claude Poperen, « surtout préciser dans quel esprit nous entendons désormais intervenir sur le terrain régional ».

Le P.C.F. dispose de deux données sur lesquelles il fonde une démarche nouvelle au niveau de la région, ce sont :

— Les lois adoptées en 82, sur la décentralisation et les compétences de la région et la stratégie que s'est donné le P.C.F. « et dont le 25<sup>e</sup> congrès tend à la fois à l'ajustement et à son développement par une mise en œuvre concrète ».

La région a désormais un rôle spécifique en matière économique, notamment « elle devient donc un terrain de lutte pour le progrès social et son développement harmonieux ».

A condition d'agir, d'utiliser ses atouts et d'avoir une volonté politique hardie de création d'emplois, d'action de formation...

Claude Poperen rappelait que c'est dans cet esprit que le Comité régional du P.C.F. avait organisé un colloque au Mans en octobre 83 et visité diverses entreprises nationalisées et fait connaître ses propositions concernant leurs secteurs d'activité.

Le délégué régional du P.C.F. souligne « ... du fait de son rôle et de ses pouvoirs étendus, la région devient un enjeu d'affrontement... entre forces réactionnaires et de progrès ».

Il remarquait qu'« en Pays de Loire, la droite et le patronat ne manquent pas de moyens pour récupérer cette collectivité à leur profit. La tâche leur est facilitée par les vices originels concernant son statut juridique ».

Ainsi, la région reste au stade d'établissement public et les élections prévues pour en faire une assemblée élue semblent passées aux oubliettes... De plus la concertation admise entre l'établissement public et les groupements professionnels, syndicats, collectivités locales... n'est pas obligatoire et est abandonnée dans notre région. Même les avis du Conseil économique et social régional ne sont guère pris en considération dans la réalisation du contrat de plan Etat-région.

Le membre du bureau politique du P.C.F. relevait que la

façon dont s'était négocié le contrat de plan, limité pour l'essentiel à des accords avec les ministères par le canal des technocrates montrait déjà que nous sommes bien loin d'une véritable décentralisation.

« D'autre part, nous assistons aujourd'hui dans le cadre de la politique gouvernementale d'austerité, à des désengagements de l'Etat, des retards dans le financement, et la réalisation des contrats particuliers. »

« En dépit de ces limites et entraves, nous entendons être présents sur le terrain de la région et en faire un objet de l'enjeu de nos luttes. »

### « C'EST LA QU'INTERVIENT LA QUESTION DE LA MISE EN ŒUVRE DE NOTRE STRATÉGIE »

Pour Claude Poperen, « fini le temps où notre démarche était d'essayer d'apporter des réponses à tout et sur toutes les questions, à vouloir tout régler en demandant aux intéressés de nous accorder leur confiance par leur soutien dans les luttes et les élections, de nous déléguer en quelque sorte leurs pouvoirs ».

« Cette démarche consistant à vouloir tout régler d'en haut à vécu. »

Aujourd'hui, nous nous tournons résolument vers les gens, leurs organisations, associations, syndicats, leurs élus... nos propositions ne sont pas à prendre ou à laisser, pour aider au débat, au rassemblement le plus large possible de tous les intéressés, pour déterminer ensemble les meilleures solutions et formes de luttes... pour aboutir, et cela au-delà du traditionnel débat, désormais dépassé, droite/gauche.

« A partir des intérêts des gens, nous en devons travailler à unir, à rassembler pour que la région joue son rôle en matière de développement économique, industriel et agricole, de création d'emplois, de formation, intervenir sur toutes les questions qui font la vie de tous les jours de ses habitants, contribuer à la sortie de la crise, agir pour l'application du contrat de plan Etat-Région, lui donner par la lutte plus de souffle, plus de caractère dans sa réalisation ».

Claude Poperen annonçait que dans cet esprit, le Comité régio-

## FRIGÉCRÈME SOUTIEN A LA LUTTE DES SALARIÉS

Dans une déclaration, la fédération de Loire-Atlantique et la section de Saint-Herblain du Parti Communiste Français apportent leur total soutien à la lutte des travailleuses et des travailleurs de Frigécrème pour la défense de l'entreprise, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Dans cette entreprise, la direction veut à la fois, supprimer tout le secteur des petits produits qui est directement lié à la consommation populaire et en même temps, se saisir de cela pour tenter de réintroduire la flexibilité du travail qui avait été battue en brèche par les travailleurs de Frigécrème avec la C.G.T., il y a plusieurs mois.

Pour parvenir à ses fins, la direction de Frigécrème voudrait faire démanteler les machines du secteur des petits produits, ce qui lui permet de justifier la suppression de 35

postes de travail et de faire accepter des mutations internes, etc.

Mis en échec nationalement grâce à l'action de la C.G.T., le C.N.P.F. qui avait reçu pour ses néfastes projets, l'aval de nombreuses organisations syndicales, telles la C.F.D.T., F.O. et autres, essaie aujourd'hui d'imposer dans certaines entreprises ce qu'il n'a pu obtenir nationalement et c'est le cas à Frigécrème.

Le patronat est d'autant plus encouragé à poursuivre dans ce sens qu'il reçoit de la part du gouvernement socialiste, un encouragement sans faille. En témoignage des décisions récentes de plusieurs ministères concernant par exemple, Creusot-Loire, Gardiloin, Technip, etc...

D'autre part, s'il est clair qu'une entreprise comme Frigécrème subit directement les conséquences de la baisse de

la consommation populaire, cela tient pour l'essentiel à l'orientation de la politique gouvernementale qui aggrave le chômage et diminue le pouvoir d'achat, la recrudescence de démagogie du Parti Socialiste sur le terrain ne peut faire oublier cela.

En fait plus que jamais, les travailleurs doivent renforcer leur lutte pour la défense de leur emploi, de leur entreprise, de leur pouvoir d'achat. Les exemples récents montrent qu'ils peuvent remporter des succès et qu'ils ne doivent pas relâcher leur vigilance et leur action sous peine de les voir remises en cause. En cela à Frigécrème comme ailleurs, ils peuvent être assurés du soutien total du Parti Communiste Français. Cela dans le sens de leurs intérêts, de ceux de la région et du pays.

nal du P.C.F. publierait régulièrement des fiches sur les questions relevant de la compétence régionale.

Le souci du P.C.F. étant de faire connaître sa politique pour ce qu'elle est réellement, donner des éléments de réflexion, d'action de niveau régional pour aider à la prise en compte de celui-ci dans notre démarche politique.

Concluant la conférence de presse régionale, Claude Poperen rappelait la démarche, l'action des communistes « pour sortir le pays où nous sommes le plus large possible de tous les intéressés, pour déterminer ensemble les meilleures solutions et formes de luttes... pour aboutir, et cela au-delà du traditionnel débat, désormais dépassé, droite/gauche ».

\* Autour de Claude Poperen, membre du bureau politique et délégué régional du P.C.F. pour les Pays de la Loire, assistaient à la conférence de presse, Joël Metzger, secrétaire du Comité régional et membre du Comité central, Daniel Boulay, membre du Comité central, secrétaire de la Fédération de la Sarthe, Gilles Bontemps, secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique, Bernard Violain, secrétaire de la Fédération de Vendée, Maurice Rocher, membre du Comité régional.

## POUR L'ÉTHIOPIE, DES VIVRES, DES TENTES, DES COUVERTURES, UN HOPITAL DE CAMPAGNE...

La mission du Secours Populaire Français qui a séjourné en ETHIOPIE du 29 novembre au 9 décembre 1984, a pu vérifier dans les camps de réfugiés l'étendue du drame des populations en proie à la faim, la maladie, le complet dénuement.

L'aide alimentaire arrive, mais est insuffisante pour couvrir tous les besoins et les prochains mois seront particulièrement difficiles. La liste des morts continue de s'allonger.

Malgré l'énormité de la tâche, des êtres humains peuvent être sauvés. La survie de populations entières dépend de l'élan mondial de solidarité.

Pour leur part, le Secours Populaire Français et les « Médecins du Secours Populaire Français » renouvellent leur appel à la générosité et désirent poursuivre leur action en envoyant 30 tonnes de viande de bœuf en conserve, 300 tentes, 3 000 couvertures, et en créant dans un camp de réfugiés un hôpital de campagne dont le fonctionnement sera assuré par une équipe permanente des « Médecins du Secours Populaire Français ».

Pour effectuer cette urgente solidarité, il est nécessaire de rassembler une somme de 3 millions de francs.

Toute participation, même minime, sera une aide précieuse pour soutenir cette opération « sauvetage ».

Le Secours Populaire Français reçoit les dons dans toutes ses permanences et au :

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS  
9, rue Froissart - 75003 PARIS  
CCP 654-37 H PARIS - Indiquer « ETHIOPIE »

## LE SALON DE LA PÊCHE EN SEPTEMBRE



Le Salon International de la Pêche, des Industries et du Commerce des Produits de la Mer, des Cultures marines, se tiendra pour sa quatrième édition, du 11 au 15 septembre à Nantes.

Notre Parti a toujours accordé une attention particulière à ce Salon, non seulement parce qu'il constitue un événement important dans le calendrier des diverses manifestations économiques tenues dans notre métropole régionale, mais surtout parce qu'il contribue au développement d'un secteur important de la filière maritime.

L'industrie de la pêche est sources de richesses pour notre région, notre pays, les activités qui s'y rattachent représentent des milliers d'emplois qui concourent à enrayer le déficit de notre balance commerciale en ce domaine.

Nous attachons d'autant plus d'intérêt à ce secteur que l'élargissement à l'Espagne de la Communauté Européenne va se traduire par de nouvelles difficultés pour notre industrie des pêches.

Nous aurons l'occasion d'évoquer à nouveau la tenue de ce Salon où une large place sera réservée à l'ostréiculture, la mytiliculture et l'aquaculture et sur les propositions du P.C.F. pour la pêche et industries connexes d'ici la mi-septembre.

## LA C.N.L. NE VOTE PAS LE BUDGET DE L'O.P.H.L.M.

Lors du dernier Conseil d'administration à l'Office public d'H.L.M. de la ville de Nantes, la Confédération nationale du logement, fédération de Loire-Atlantique, par la voix de son représentant M. Benoit Serge, a été la seule organisation représentative des Locataires, élue dans ce Conseil, à refuser de voter le budget 1985.

Pour la C.N.L., les logements dont le loyer de base augmente du simple au double, et parfois même, triplé et quadruplé sans toutefois apporter une plus grande amélioration de confort intérieur du logement, ne nous donne pas satisfaction et est pour nous intolérable.

La majoration modérée des loyers H.L.M., est enregistrée par la C.N.L., elle correspond aux objectifs gouvernementaux en matière de limitation des prix.

La C.N.L. constate le désengagement continu et progressif de la municipalité nantaise en ce qui concerne l'entretien des "Espaces verts" de l'Office H.L.M. (Espaces verts qui profitent à l'ensemble des ha-

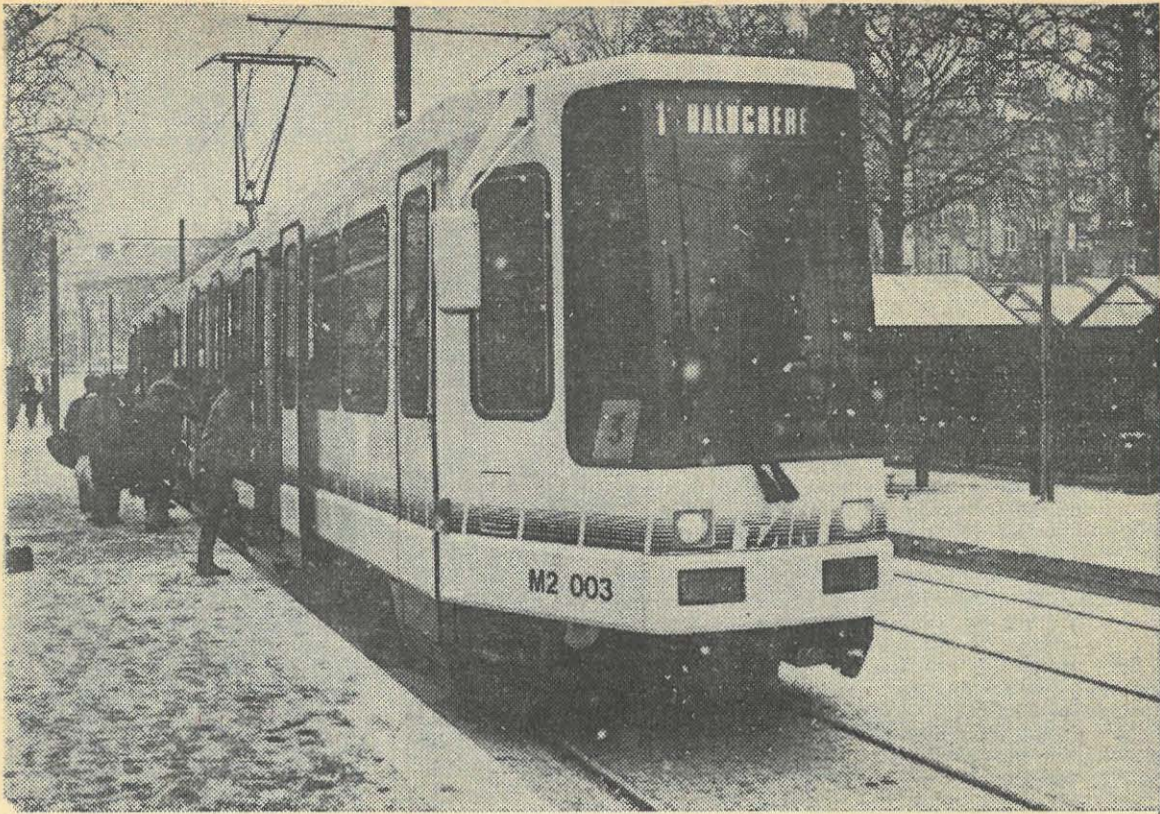
bitants des quartiers et non seulement aux habitants H.L.M.) Ce désengagement se traduit par une baisse de la subvention municipale pour 1985 d'environ 65 %, qui est compensée dans son intégralité par la nouvelle charge que supporte chaque locataire l'Office, sur la quittance de loyer, sous la rubrique : "Entretien des Espaces extérieurs".

Si la C.N.L. ne s'oppose pas à une augmentation raisonnable des loyers correspondant aux orientations gouvernementales et à l'augmentation moyenne du coût de la vie, elle ne peut admettre que des charges supplémentaires viennent alourdir la quittance en mettant ainsi en difficulté l'équilibre financier des familles.

Le bilan financier de l'Office public H.L.M. de la ville de Nantes, tel qu'il a été présenté à une orientation bien précise qui tant à faire paver et à négliger de plus en plus les habitants des logements sociaux.

La C.N.L. ne cautionne pas une politique défavorable à l'ensemble des locataires.





## BONNE VOIE AU TRAMWAY

Le tramway nantais et français est en service depuis lundi entre Le Commerce et La Haluchère. La première journée d'exploitation a confirmé le succès de l'opération « porte-ouverte » sur trois jours en fin d'année, malgré une cadence encore de rodage. Les rigueurs de l'hiver ont montré un avantage inattendu du tramway sur la circulation automobile. Il ne glissait pas et maintenait sa régularité. Un moyen de transport fiable, sécurisant, qu'il faut développer et optimiser. Nous reviendrons prochainement sur quelques questions concernant son exploitation.

### LE CARNET :

**Une première tranche qu'en 90-91... !**

E.D.F., par la voix de son Directeur Régional adjoint de l'Équipement, vient d'annoncer devant la Commission d'Information nucléaire comme « souhaitable le lancement d'une première tranche sur le site du Carnet... en 1990-91 ! »

Cette information est donnée au moment même où les spécialistes E.D.F. se surpassent pour qu'un accident comme celui de décembre 1978 ne se reproduise pas, les rigueurs climatiques conduisant à pulvériser tous les records de consommation d'électricité, les lignes particulièrement dans l'Ouest, sont surchargées.

Avant la réunion où cette déclaration a été faite, nos camarades Maurice ROCHER et Jean-Louis LE CORRE sont intervenus pour donner notre sentiment.

Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions.

### DECLARATION DU BUREAU FEDERAL à propos des attaques contre notre fédération et les dirigeants du Parti (suite)

P.C.F. ouverte sur l'avenir, développent une gigantesque campagne anti-communiste.

Caricatures de notre politique, tromperies et calomnies, montages de scénarios de politique-fiction, tous les moyens leur sont bons pour tenter de saper ce qui fait l'identité et l'honneur du Parti communiste français.

Notre fédération n'est pas épargnée par ces campagnes. Déjà au mois d'août, certains organes de presse nationaux ou locaux s'étaient faits les instigateurs ou les porteurs des plus vives supputations à notre égard, ce qui nous avait déjà amené à réagir vivement.

Mais, semble-t-il, peu leur importe, car ces jours derniers de nouvelles opérations sont engagées à partir d'hebdomadaires nationaux jetant (toujours d'ailleurs au conditionnel) des sous-entendus concernant de mystérieuses pratiques de fédérations à l'égard de dirigeants du parti chargés de responsabilités départementales et régionales. Mettant en cause parmi celles-ci notre fédération et Claude Poperen.

Aussi la Fédération de Loire-Atlantique tient à s'élever avec force contre de telles affabulations qui n'ont rien à voir avec la réalité.

Que les instigateurs de ces campagnes ne se fassent aucune illusion, cela ne conduira pas les communistes de Loire-Atlantique à renoncer à : rassembler tous ceux qui veulent avec nous sortir le pays de la crise, changer la société et construire le Socialisme.

Dans ce sens, les communistes de Loire-Atlantique n'entendent pas se laisser détourner du riche débat préparatoire à leur 25<sup>e</sup> congrès, pas plus qu'ils n'entendent laisser à quiconque le droit de désigner à leur place et en fonction des règles de vie et des critères qui sont les leurs, les dirigeants du Parti à tous les niveaux, du secrétaire de cellule au secrétaire général.



## Technip: Non aux licenciements Oui au développement de l'ingénierie française

Le 8 novembre dernier, les travailleurs de Technip, dans l'action unie, obtenaient que soit retiré le plan de la direction qui prévoyait 760 suppressions d'emplois dont 114 à St-Nazaire. Ils avaient obtenu que les licenciements soient effectivement gelés et que ce plan pourrait être adapté en fonction des négociations qui se dérouleraient entre syndicats et direction.

Mais la direction est mauvaise perdante, sans négociation elle dépose une nouvelle fois sa demande de licenciements.

Nous le répétons, nous ne pouvons et ne laisserons porter un coup à l'ingénierie française. Les promesses faites par L. Fabius doivent être tenues. Ne déclarait-il pas, en réponse à Jacqueline Fraisse Cazalis, députée communiste de Nanterre Suresnes : « Les Pouvoirs publics sont attentifs à ce que le rachat de CLE par Technip se traduise par un renforcement des compétences françaises dans le domaine de l'ingénierie ».

Mais peut-être que dans la tête de l'actuel Premier ministre, le renforcement des compétences passe-t-il par la diminution des effectifs, ou ferait-il comme le maire de St-Nazaire dans un pavé publicitaire au journal patronal « L'Expansion », ramener les effectifs de Saint-Nazaire à 300 salariés.

Les travailleurs de Technip peuvent compter sur l'appui du Parti communiste au niveau local comme au niveau national avec ses élus, ses militants.

Nous considérons que l'ingénierie joue un rôle essentiel pour la modernisation, elle est aujourd'hui au cœur de la mutation technologique.

Les travailleurs peuvent mieux mesurer avec les coups portés par le patronat qui préfère investir dans le domaine financier que dans la recherche pour une véritable modernisation,

tout cela avec la bénédiction du gouvernement. Qui sont les archaïques ? Certainement pas les communistes. Nous le disons, des possibilités existent pour que Technip ne licencie pas, pour cela il faut faire d'autres choix...

Déjà, des propositions ont été faites par les communistes, notamment :

— Mettre à l'étude et engager la construction d'une unité moderne de production d'ammoniaque en coopération entre Elf, Gardiloin et la Grande Paroisse.

— Adapter l'appareil de raffinage à l'essence sans plomb.

— Prendre sans tarder l'arrêt de déclaration d'utilité publique et engager rapidement la centrale du Carnet. Cela assurerait l'emploi aux salariés travaillant actuellement dans l'ingénierie nucléaire et ouvrirait des perspectives d'avenir pour d'autres industries.

— Développer l'industrie agro-alimentaire dans la région en liaison avec Gaz de France (Terminal Méthanier).

Ceci est possible et nécessaire, seuls de tels choix peuvent permettre de sortir le pays de la crise.

Les communistes se trouveront toujours aux côtés des travailleurs de Technip pour défendre leur outil de travail, car l'ingénierie peut jouer un rôle fondamental pour la modernisation, pour la conquête de marché, pour l'étude des besoins en formation. Un emploi dans l'ingénierie induit jusqu'à dix emplois dans les autres secteurs d'activité.

Il y a une bataille à mener pour que ces emplois soient défendus et créés dans notre région. C'est le sens donné à la pétition adressée au Premier ministre qui circule aujourd'hui à St-Nazaire et qui a déjà recueilli plus de 5 000 signatures.

Le 3-01-85



SOPARECO fournisseur des crèches • écoles • restaurants scolaires • bâtiments et services municipaux • foyer de jeunes • foyer personnes du 3<sup>e</sup> âge • colonies de vacances • centre de vacances, vous propose :

#### Linge de maison

- draps confectionnés, sacs de couchage
- housses de traversins, taies oreillers
- toile au mètre
- oreillers, traversins
- couvertures, couvre-lits, molletons
- essuie-tout, mouchoirs
- torchons
- serviettes de table
- serviettes et gants de toilette, drap de bain
- éponge spécial enfant

#### Vêtements de travail

- gants de travail
- vêtements de cuir
- vêtements de protection
- tabliers tous usages
- chaussures de travail
- vêtements de pluie, de sécurité
- vêtements pour personnel de cuisine
- blouses pour personnel médical, administration
- vêtements travail hommes

#### Uniformes

- hôtesses
- appariteurs
- majorettes

#### Vestiaire

- colonies de vacances
- rentrée des classes
- classes de neige
- layette

#### Cadeaux

- pour la fin de l'année, B.A.S.
- aux militaires du contingent
- aux lauréats d'examens
- de jumelage
- pour Catherinettes
- pour noces d'or
- pour retraités
- cadeaux fête des mères
- cadeaux journée internationale des femmes

#### Cadeaux personnalisés aux armées des villes

- porte-clés
- médailles toutes dimensions
- mazagrains porcelaine
- cendriers porcelaine
- coupe papier
- drapeaux de table
- fanions

#### Feux d'artifice Pavoisement